

HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Attention à ce que vous mangez !

**Avec l'arrivée des grandes chaleurs, les risques d'intoxications alimentaires deviennent de plus en plus grands. La période étant propice au développement des microbes et germes dans les produits alimentaires.**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)** - Manque d'hygiène, irrespect des règles de propreté et habitudes alimentaires aidant, il ne se passe pas un été sans que des cas d'intoxications alimentaires soient signalés un peu partout.

En ville comme dans les villages les plus reculés d'Algérie, nul n'est à l'abri. Rares sont, en effet, les commerçants qui respectent la chaîne de froid et les règles de conservation des produits périssables nécessitant des conditions de conservation irréprochables.

Des frigos éteints ou réglés à des températures

supérieures aux seuils requis en matière de conservation, des produits périssables exposés à l'air libre ou dans des endroits insalubres, sont les principales infractions relevées par les agents de la Direction de la concurrence et des prix (DCP).

Il suffit de faire un tour dans les rues de la capitale pour constater ces manquements aux règles d'hygiène les plus élémentaires tant dans la conservation que dans l'utilisation des denrées alimentaires.

Pourtant, la loi fixe clairement des conditions draconiennes en matière d'équipement frigorifique

dans les établissements recourant à la conservation des denrées alimentaires altérables réfrigérées ou congelées.

Celui-ci doit être fabriqué à base de matériaux imperméables, imputrescibles, résistants aux chocs, n'altérant pas les denrées en contact et faciles à nettoyer et à désinfecter.

L'équipement doit, en outre, être aménagé pour faciliter un stockage rationnel des produits permettant une circulation intérieure de l'air et une répartition uniforme de la température ambiante entre toutes les différentes composantes des marchandises stockées.

Des conditions que la majorité des commerçants ne respectent pas. Quant au personnel, la réglemen-

tation oblige les personnes appelées à manipuler les denrées à s'astreindre à la plus grande propreté vestimentaire et corporelle. Mais là encore, l'aspect extérieur des vendeurs et préparateurs laisse deviner les conditions d'hygiène dans lesquelles sont confectionnés les mets et autres produits destinés à la consommation. Si la mission des services de la DCP s'étale tout au long de l'année, le dispositif de contrôle est renforcé durant les trois mois de l'été et de Ramadan. Deux périodes qui connaissent une importante augmentation de la consommation des ménages en produits alimentaires périssables. Chaque année, ce sont entre 3 000 et 5 000 cas d'intoxications alimentaires qui sont recensés.

Et une journée d'hospitalisation d'un malade coûte entre 2 000 et 3 000 DA.

C'est dire l'importance d'une campagne de prévention. C'est d'ailleurs l'objectif de la caravane de sensibilisation aux risques d'intoxications alimentaires qui débutera aujourd'hui. Initiée par le ministère du Commerce, dont le siège à Alger sera le point de départ, cette caravane sillonnera le pays durant une dizaine de jours.

L. M.

QUE RISQUENT  
LES CONTREVENANTS ?  
La peine capitale !

Loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur.

Tout producteur, intermédiaire, distributeur ou intervenant qui aura contrevenu aux dispositions de l'article 3, fixant les conditions de récoltes, production et utilisation des denrées alimentaires est puni des sanctions prévues aux articles 429, 430 et 431 du code pénal. Soit un emprisonnement de deux à trois mois et d'une amende de 2 000 à 20 000 DA ou l'un des deux peines seulement. Dans tous les cas, l'auteur de l'infraction est tenu de répéter les bénéfices qu'il a indûment réalisés. L'article 430 du même code prévoit de porter à cinq ans les peines citées dans l'article 429. Et enfin l'article 431 qui prévoit des peines d'emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 50 000 DA. Il est également puni d'un emprisonnement de dix (10) jours à deux (2) mois et/ou d'une amende de 100 à 1 000 DA pour toute contravention aux dispositions de l'article 3, alinéas 1 et 3 et aux articles 4, 5, 6 et 9 de la présente loi. Cette sanction sera doublée pour toute contravention aux articles 10 et 16 de la présente loi. Outre les réparations civiles qui peuvent en résulter, quiconque, par manquement à tout ou partie des éléments énoncés à l'article 3 de la présente loi, aura causé l'incapacité partielle ou permanente ou le décès d'une personne, est puni des peines prévues aux articles 288 (emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 à 20 000 dinars) et 289 (emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 15 000 DA) ou de l'une des deux peines seulement. Les deux peines prévues aux articles 288 et 289 sont portées selon l'article 290 au double lorsque l'auteur du délit tente d'échapper par quelque moyen que ce soit à la responsabilité pénale ou civile qu'il pouvait encourir. Lorsque le manquement au produit et/ou service résulte d'une volonté délibérée, la peine encourue est celle prévue dans l'article 432 du code pénal, à savoir l'emprisonnement de deux à dix ans et d'une amende de 20 000 à 200 000 DA. Si la substance a causé soit une maladie incurable, soit la perte de l'usage d'un organe, soit une infirmité permanente, l'auteur de la falsification ainsi que celui qui l'a exposé, mis à la vente ou vendu sont punis de la réclusion à temps de dix à vingt ans. Lorsque la substance alimentaire ou médicamenteuse falsifiée ou corrompue a causé le décès d'une ou plusieurs personnes, les contrevenants encourrent la peine capitale.

L. M.

VENDEURS DE BEIGNETS, LOUEURS DE PARASOLS, PLAGISTES

Signe particulier : saisonniers

**L'été n'est pas synonyme de farniente pour tout le monde. Si certains attendent impatiemment leur congé pour se dorer au soleil, d'autres se frottent les mains en pensant aux affaires qu'ils pourront réaliser pendant la saison estivale. S'il n'est pas possible de quantifier le travail saisonnier qui reste souvent du domaine de l'informel, il est certain que l'engouement pour les jobs d'été est certain. Vendeurs de beignets ou de toutes sortes de friandises, plagistes dans les hôtels ou chargés du nettoyage des plages, les saisonniers viennent d'horizons différents avec un seul objectif : fructifier leur congé.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - S'il y a un créneau qui semble juteux, c'est bien celui des beignets. Le filon est exploité par des familles qui forment une véritable chaîne de production. Pas question de vacances pour elles, l'été, c'est une occasion rêvée d'arrondir les fins de mois. Les beignets faits de manière artisanale par la mère sont aussitôt commercialisés par les enfants. Dans des conditions éprouvantes, ils sillonnent des kilomètres pour écouler les beignets. Vendus entre 15 et 20 DA l'unité, ces derniers rencontrent un franc succès auprès des estivants qui rechignent un peu sur les conditions d'hygiène mais finissent par acheter. Les affaires semblent bien marcher puisqu'en dépit de sa pénibilité, la filière beignets attire de plus en plus.

Loue parasols et plus...

Avec la mise en concession des plages, une nouvelle activité a vu le

jour. La location de parasols, de tables et de chaises connaît un engouement sans pareil. De plus en plus de jeunes s'engouffrent dans ce créneau. Ils proposent à partir de 100 DA un parasol souvent dans un état piteux à des vacanciers trop contents de ne pas avoir à transporter le leur, surtout s'ils ont fait le déplacement par bus. Pour pouvoir prétendre à un peu plus de confort, il faut compter encore 100 DA pour une table et 50 DA pour une chaise. Si les prix sont souvent jugés élevés par les estivants, les prestataires estiment que pratiquer des tarifs inférieurs ne serait pas très rentable. Ils expliquent que pour acheter le matériel en début de saison, ils doivent souvent emprunter ou se mettre à plusieurs. Au regard de l'engouement suscité par cette «profession», il est aisé de deviner qu'en dépit de ces plaintes, ceux qui investissent dans ce créneau ne semblent pas faire de mauvaises affaires.

Les clandestins, un créneau juteux

La ruée vers la mer fait également le bonheur d'un tout nouveau genre de chauffeurs : les clandestins. Ils ne s'agit nullement de ces individus qui racolent dehors des clients potentiels mais de personnes qui proposent leurs services à des amis voire des voisins moyennant de l'argent.

Beaucoup de personnes joignent l'utile à l'agréable en proposant des «courses» qui peuvent aller jusqu'à 1200 DA. Ils transportent en effet les jeunes du quartier n'ayant pas de voitures vers le littoral et assurent le retour en fin de journée. Une formule très en vogue puisqu'elle épargne les galères dans les transports en commun. Le chiffre d'affaires de ces clandestins saisonniers est plus qu'intéressant.

Le nettoyage des plages pour les moins chanceux

Ce n'est certainement pas le cas des saisonniers souvent employés par les communes pour le nettoyage des plages.

Leur travail est pénible et les entrées d'argent très maigres. Ils doivent se contenter du maigre salaire qui ne dépasse guère les 6 000 DA pour un travail harassant. Ils ont, en effet, la charge de ramasser tous les débris laissés sur le sable par des vacanciers peu sou-



Un bon thé pour désaltérer les estivants.

cieux de l'environnement. Matin et soir, ils doivent traquer les ordures avec obligation de résultat. Contrairement aux vendeurs de beignets, ils ne travaillent pas pour leur propre compte et doivent rendre des comptes à leur employeur.

En dépit de cette difficulté, ils sont nombreux à accepter ce travail, faute de pouvoir investir dans un autre créneau plus juteux. Plus

chanceux, les jeunes étudiants recrutés par les grands hôtels pour l'été ont le privilège de travailler dans de bonnes conditions. Plagistes ou maîtres-nageurs, même s'ils ne sont pas très bien payés, se frottent au monde du travail dans un cadre beaucoup moins conventionnel et souvent dans une ambiance détentue.

N. I.